

Microsoft envisage une offre hostile sur Yahoo!

LE GÉANT AMÉRICAIN de l'informatique Microsoft envisagerait d'émettre une offre hostile sur Yahoo!, annonçant vendre "The Wall Street Journal" sur son site Internet. Microsoft a offert le 1^{er} février de racheter Yahoo!, en partie en cash et en partie en actions, à un prix équivalent à l'époque à 31 dollars, soit 44,6 milliards de dollars, afin de concurrencer Google dans la publicité en ligne. Yahoo! refuse cette offre depuis trois mois, la jugeant trop basse, et tente de nouer d'autres alliances en parallèle, avec Time Warner et Google. Le patron de Microsoft, Steve Ballmer, souligne également, dans une interview accordée au "Wall Street Journal", combien Microsoft pourrait bénéficier d'un rachat de Yahoo!, mais il s'est aussi dit confiant sur les options de son groupe s'il décidait d'abandonner cette voie. Toujours selon le WSJ, les dirigeants de Microsoft sont divisés sur l'offre de rachat, certains proposant de relever leur offre à 32 ou 33 dollars, tandis que Steve Ballmer serait tenté de renoncer. (AFP)

Radiateurs

Vasco repasse dans les mains de Jos Vaessen

L'HOMME D'AFFAIRES Jos Vaessen (64 ans), créateur de Vasco et homme fort du club de football Racing Genk, a racheté pour 100 millions d'euros le groupe de fabricants de radiateurs The Heating Company à la multinationale américaine Masco, selon "Het Belang van Limburg". The Heating Company est constituée de Vasco-Thermic, des usines van Brugman de Tubbergen (Pays-Bas) et Legnica (Pologne), ainsi que Superia à Zedelgem. Le chiffre d'affaires du groupe est de 133 millions d'euros, pour 900 travailleurs, et son quartier général est établi à Dilsen-Stokkem. Jos Vaessen avait vendu Vasco à Masco il y a dix ans. Grâce à la faiblesse du dollar, il rachète aujourd'hui l'ensemble du groupe THC (dont Vasco) pour un prix moindre que celui qu'avait payé Masco pour le seul Vasco à l'époque. Mais Masco réalise aussi une bonne opération, en inscrivant 155 millions de dollars dans sa comptabilité. (Belga)

Banque

ING reprend CitiStreet

LE BANCASSUREUR néerlandais ING a annoncé vendredi la reprise de CitiStreet, société active dans la prestation retraite, pour un montant de 900 millions de dollars (578 millions d'euros). CitiStreet, qui fait partie de la banque américaine Citigroup, compte 3 700 employés. ING paye la reprise avec ses propres moyens et prévoit une contribution à un bénéfice par action à partir de 2010. La transaction devrait être conclue au troisième trimestre. (Belga)

En très bref

LES TRAVAUX d'implantation de six éoliennes sur les territoires de Bastogne et Vaux-sur-Sûre débuteront lundi, ont indiqué vendredi les producteurs d'énergie verte Aspiravi et Electravinds. (Belga)

Télécoms

Les renseignements se maintiennent

► En France, le remplacement du 12 par les numéros 118 a entraîné un véritable chaos.

► En Belgique, par contre, les numéros 1307 et 1313 résistent plutôt bien.

A l'heure de l'Internet, y a-t-il encore un marché pour les renseignements téléphoniques? Apparemment, la réponse est "oui". Alors qu'en France, le passage de l'historique numéro 12 à une multitude de numéros à six chiffres commençant par 118 a complètement perturbé le consommateur – avec à la clé un effondrement du marché, descendu de 240 millions d'appels en 2005 à 150 millions d'appels en 2007 –, le marché belge des renseignements se maintient plutôt bien, avec quelque 45 millions de contacts par an.

"On peut même dire que 2007 a été une bonne année pour le marché des renseignements, notamment grâce à la substitution des utilisateurs de téléphones fixes par des utilisateurs de téléphones mobiles", affirme Pascaline Dubois, la directrice de la division renseignements de Belgacom, qui domine encore et toujours largement ce marché avec ses numéros 1207 (néerlandophone) et 1307 (francophone).

Cela dit, depuis quelques mois, la concurrence de l'Internet se fait davantage ressentir, notamment pour les renseignements simples. "On enregistre une baisse de 4 à 5 pc du nombre d'appels par rapport à il y a un an", dit



► Pascaline Dubois (à gauche) veut préserver le leadership du 1307, tandis qu'Alex Gaschard ambitionne d'atteindre une part de marché de 10 pc avec le numéro 1313.

Pascaline Dubois, qui attribue ce ralentissement au fait que les consommateurs font aujourd'hui attention à leurs moindres dépenses, même quand il s'agit d'un simple coup de fil au 1307. Selon elle, la diminution du recours aux renseignements téléphoniques constitue par ailleurs une "vague de fond" qui touche l'ensemble de l'Europe, même si la Belgique a été épargnée jusqu'ici.

Automatique, non merci

Du côté d'European Directory Assistance (EDA), qui est le seul concurrent de Belgacom avec ses numéros 1212 et 1313, on n'enregistre pas le même recul. "Notre part de marché n'est toujours que de 3 ou 4 pc, mais les affaires marchent beaucoup mieux qu'à nos



renseignements que dans d'autres pays, qu'il s'agisse d'ailleurs du 1307 ou du 1313. Pour continuer à croître, je pense qu'il y a également moyen d'offrir des nouveaux services plus ciblés, que ce soit vers les utilisateurs mobiles, vers les expatriés, ou vers d'autres communautés linguistiques, tels que les germanophones ou les turcophones par exemple. Un opérateur mobile comme Base recourt déjà à ce type de marketing très ciblé".

Et des renseignements gratuits financés par la publicité, comme cela existe déjà aux États-Unis et au Royaume-Uni, est-ce possible en Belgique? "Non, je n'y crois pas car le marché belge est trop petit", répond Pascaline Dubois. Selon elle, ce type de service s'appuie par ailleurs sur des systèmes de reconnaissance vocale plutôt que sur des contacts avec des interlocuteurs humains, ce qui plait peu aux consommateurs belges. La preuve avec le numéro de renseignements "automatiques" 1234 lancé il y a quelques années par Belgacom, et qui s'est avéré être un véritable flop.

Pour accélérer son développement, EDA vient de finaliser une augmentation de capital auprès d'un investisseur privé et d'un groupe de 4 fonds de capital à risque.

"Non seulement nous pensons que nous pouvons atteindre sans problème une part de marché de 10 pc, mais en plus nous pensons que le marché belge des renseignements peut encore croître, explique Alex Gaschard. Des études montrent en effet que les utilisateurs belges ne connaissent pas aussi bien les numéros des

Énergie

Distrigaz : Leterme va en parler avec Sarkozy

► Le dossier est dans sa phase finale. On dit qu'Eni serait prêt à offrir un prix élevé.

Ce lundi, Yves Leterme ira à Paris pour rencontrer Nicolas Sarkozy. Et les deux hommes vont parler de la fusion entre Suez et Gaz de France (GDF), et aussi de Distrigaz. Comme on le sait, Suez est appelé à vendre sa participation dans sa filiale gazière belge pour répondre aux exigences européennes en matière de concurrence imposées suite au projet de fusion entre Suez et GDF.

Suez a établi une short list avec trois candidats repreneurs possibles : le groupe italien Eni, l'allemand EON et les français EDF. Selon le "Tijd", le groupe italien aurait fait une offre élevée comprise entre 4 et 8 milliards. Une fourchette pour le moins large qui pourrait donc aller jusqu'au double de la capitalisation boursière de Distrigaz (environ 4 milliards d'euros). On sait aussi que Suez a réussi à obtenir que le paiement se fasse sous forme d'échanges d'actifs.

Et Eni serait prêt à céder une centrale nucléaire et le réseau gazier romain.

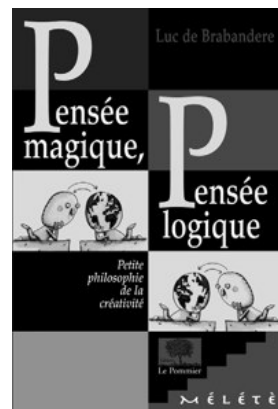
EDF va-t-il surenchériser? Difficile à savoir même si on peut parier que Sarkozy va dire tout le bien qu'il pense d'une offre faite par l'électricien français. Mais du côté politique, flamand en particulier, on semble privilégier la piste italienne même s'il reste à prouver qu'elle va améliorer la concurrence sur le marché belge. Et que va faire EON? Va-t-il se retirer de la course? D'après le "Tijd", le groupe allemand se focaliserait davantage sur le rachat d'une partie de la capacité nucléaire d'Electrabel comme le prévoit la Pax Electrica II.

Quelle que soit la solution choisie, il est en tout cas évident que celui qui remporte le morceau devra faire une offre sur toutes les actions de Distrigaz. Restera à voir si le prix offert ne sera pas contesté par des actionnaires minoritaires.

Leterme et Sarkozy devraient aussi parler lundi de la "golden share" (droit de veto) que vise l'Etat belge dans le futur nouvel ensemble GDF Suez.

AvC

Retrouvez
Luc de Brabandere et Cécile Bertrand



Pour atteindre
l'instant magique de l'eureka,
ne laissez rien au hasard...
Misez plutôt sur la logique!

135 x 200, 192 pages
disponible chez votre libraire

